

Violence et pouvoir en afrique : regards croises de machiavel et karl popper

KOUAME Koffi

Université Peleforo GON COULIBALY de Korhogo (Côte-d'Ivoire)
drkofi2018@gmail.com

KONE Seydou

Université Péléforo GON COULIBALY de Korhogo (Côte-d'Ivoire)
saidkone2000@yahoo.com

Résumé

Le présent article se propose d'examiner le sujet suivant : « Violence et pouvoir en Afrique : regards croisés de Machiavel et Karl Popper ». L'objectif est d'explorer les différents usages politiques de la violence sur le continent africain en confrontant les idées réalistes de Machiavel avec la critique démocratique proposée par Karl Popper, afin de déterminer dans quelle mesure elles contribuent à la mise en place d'une gouvernance pacifique. Plus spécifiquement, il s'agit d'explorer la relation entre violence et pouvoir, une question qui demeure cruciale dans les dynamiques politiques actuelles en Afrique. Pour atteindre cet objectif, cette étude adopte une approche documentaire fondée sur des analyses, des interprétations, des comparaisons et des critiques des textes philosophiques et politiques. Dans un contexte où coexistent des régimes autoritaires persistants, des conflits armés fréquents et des démocraties fragiles, la violence apparaît tantôt comme un moyen de conquête et de maintien du pouvoir, tantôt comme un indicateur d'une gouvernance défailante. En croisant les perspectives de Machiavel, qui est connu pour son réalisme politique, avec celles de Karl Popper, qui défend le rationalisme critique et la société ouverte, cet article interroge la légitimité de la violence politique et souligne la nécessité de promouvoir en Afrique une gouvernance démocratique fondée sur l'État de droit, le dialogue et la résolution pacifique des conflits.

Mots-clés : Violence, pouvoir, Afrique, démocratie, autoritarisme.

Abstract

This article aims to examine the following topic: "Violence and Power in Africa: Perspectives from Machiavelli and Karl Popper." The objective is to explore the various political uses of violence on the African continent by contrasting Machiavelli's realist ideas with the democratic critique proposed by Karl Popper, in

order to determine to what extent they contribute to the establishment of peaceful governance. More specifically, the aim is to explore the relationship between violence and power, an issue that remains crucial in current political dynamics in Africa. To achieve this objective, this study adopts a documentary approach based on analyses, interpretations, comparisons, and critiques of philosophical and political texts. In a context where persistent authoritarian regimes, frequent armed conflicts, and fragile democracies coexist, violence appears at times as a means of seizing and maintaining power, and at other times as an indicator of failed governance. By combining the perspectives of Machiavelli, known for his political realism, with those of Karl Popper, who advocates critical rationalism and the open society, this article questions the legitimacy of political violence and emphasizes the need to promote democratic governance in Africa based on the rule of law, dialogue, and peaceful conflict resolution.

Keywords: Violence, power, Africa, democracy, authoritarianism.

Introduction

Le lien entre violence et pouvoir constitue l'un des enjeux fondamentaux de la philosophie politique actuelle. En Afrique, cette question prend une dimension particulière, surtout en raison des crises politiques, des guerres civiles, des coups d'État militaires, des conflits identitaires et des violences institutionnelles qui touchent de nombreux pays depuis les périodes d'indépendance. La persistance de ces phénomènes soulève des interrogations sur les bases mêmes de l'autorité politique, la légitimité du pouvoir et les conditions nécessaires pour établir une démocratie durable. Dans ce cadre, les réflexions de Nicolas Machiavel et de Karl Popper fournissent des outils théoriques pertinents pour étudier les dynamiques du pouvoir sur le continent. Machiavel envisage la violence comme un outil stratégique essentiel pour assurer la pérennité de l'État, tandis que Popper propose une critique de la politique axée sur la limitation du pouvoir et la protection des sociétés ouvertes contre les dérives autoritaires. D'une part, Machiavel soutient que le maintien du pouvoir politique nécessite un certain contrôle de la force. Dans son ouvrage *Le Prince*, il déclare que « les hommes

hésitent moins à offenser un homme qui se fait aimer qu'un homme qui se fait craindre ». Cette vision réaliste de la politique met en lumière le rôle de la violence dans le maintien de l'ordre étatique. D'autre part, Popper condamne les régimes totalitaires et les idéologies closes qui justifient l'usage de la violence au nom d'un idéal historique ou politique. Dans *La société ouverte et ses ennemis*, il affirme : « Nous devons construire des institutions politiques qui empêchent même les mauvais gouvernants de faire trop de mal ». Ainsi, l'Afrique contemporaine se présente comme un cadre d'analyse privilégié pour confronter ces deux perspectives. Entre réalisme politique et aspirations démocratiques, la violence semble naviguer entre un outil de stabilisation et un facteur de déstabilisation des États. Dès lors, une question majeure demeure : comment appréhender le lien entre violence et pouvoir en Afrique à travers les prismes de Machiavel et de Karl Popper ? La violence est-elle une nécessité politique pour assurer l'ordre et l'unité, ou bien représente-t-elle une remise en question de la démocratie et de la rationalité politique ? Pour approfondir notre réflexion, nous avons défini des objectifs clairs : un objectif général et trois objectifs spécifiques. L'objectif général consiste à analyser les usages politiques de la violence en Afrique en confrontant la perspective réaliste de Machiavel à la critique démocratique de Karl Popper, afin d'évaluer la pertinence de leurs approches respectives pour comprendre les dynamiques politiques africaines contemporaines et promouvoir une gouvernance pacifique en Afrique. Le premier objectif spécifique explore la conception machiavélienne du pouvoir et de la violence. Le second objectif est axé sur la critique poppérienne de la violence politique et des régimes autoritaires. Enfin, le troisième objectif vise à évaluer la portée explicative et normative des approches de Machiavel et de Popper à la lumière des réalités politiques contemporaines en Afrique. Cette étude s'appuie sur une analyse interprétative des textes de Machiavel et de Popper, une méthode comparative pour confronter leurs idées,

ainsi qu'une approche sociopolitique critique enrichie par des travaux sur les conflits, l'autoritarisme et la démocratisation en Afrique, notamment ceux de Bayart, Mbembe et Ki-Zerbo.

Notre réflexion s'organisera autour de trois axes principaux. Dans un premier temps, nous examinerons la conception machiavélique du pouvoir et de la violence. Ensuite, nous aborderons la critique poppérienne de la violence caractéristique des régimes autoritaires et des sociétés fermées. Enfin, nous démontrerons comment les réalités politiques actuelles en Afrique permettent de confronter ces deux modèles théoriques. Il convient donc d'étudier d'abord la manière dont Machiavel perçoit la violence comme un outil stratégique au service de l'État, c'est-à-dire de l'autorité politique.

I. Machiavel : la violence comme instrument conquête et de conservation du pouvoir

Pour N. Machiavel (1469-1527), la violence ne représente pas un simple incident ou un aspect regrettable de la politique, mais constitue plutôt un élément essentiel de l'ordre politique. Selon lui, la politique ne peut pas être considérée comme un domaine moralement neutre ou subordonné aux valeurs individuelles. Elle possède ses propres exigences et sa logique, et nécessite parfois l'usage de la force ou de la violence pour conquérir et maintenir le pouvoir.

I.1. Le réalisme politique machiavélique

La réflexion de Machiavel marque une rupture significative avec la tradition politique médiévale qui plaçait le pouvoir sous l'influence de la morale et de la religion. Grâce à son approche, la politique émerge comme un domaine autonome régi par ses propres règles. Le prince ne doit pas gouverner en se basant sur des principes moraux abstraits, mais plutôt sur les nécessités

concrètes de la conquête et de la préservation du pouvoir. Dans *Le Prince*, Machiavel souligne :

« Beaucoup ont imaginé des républiques et des monarchies qui n'ont jamais été observées ni reconnues comme réelles. En effet, il y a un fossé immense entre la manière dont on vit et celle dont on devrait vivre. Celui qui se fie à ce qui devrait être plutôt qu'à la réalité apprend à se détruire plutôt qu'à se préserver : un homme qui voudrait toujours se comporter en bon citoyen ne peut échapper à la destruction au milieu de tant de gens qui ne le sont pas. Ainsi, un prince, s'il souhaite perdurer, doit apprendre à ne pas être bon et à agir selon les circonstances. » (N. Machiavel, 1992, p. 131).

En d'autres termes, Machiavel affirme qu'un prince doit être prêt à renoncer à sa bonté lorsque les circonstances l'exigent. Cette idée célèbre suggère que le pouvoir politique ne peut pas toujours respecter les vertus morales conventionnelles. La stabilité de l'État doit primer sur les considérations éthiques. De ce fait, la violence peut être perçue comme un outil politique légitime lorsqu'elle garantit l'ordre public et l'unité de la société. Toutefois, Machiavel fait une distinction entre les violences utiles et inutiles. Les premières visent à stabiliser le pouvoir et à éviter le chaos, tandis que les secondes relèvent de la cruauté gratuite et entraînent le ressentiment populaire. Cette différenciation est mise en lumière lorsqu'il écrit : « Les cruautés peuvent être considérées comme bien employées lorsqu'elles sont réalisées d'un seul coup, pour assurer la sécurité. » (N. Machiavel, 2000, p. 117). Ainsi, le recours à la force n'est pas en soi une condamnation ; il devient acceptable dans la mesure où il répond à une nécessité politique.

De plus, Machiavel souligne que les États ne naissent pas d'un consentement mutuel, mais sont souvent le résultat de conquêtes, de ruses ou de violences. Des figures historiques comme Romulus, Moïse, Cyrus ou Thésée sont évoquées en tant que bâtisseurs ayant utilisé la violence pour établir un ordre

politique durable. Cette thèse est développée dans les *Discours sur la première décade de Tite-Live*, où Machiavel affirme que toute création politique implique un moment de violence initiale : « Celui qui veut établir un État doit présumer que tous les hommes sont mauvais. » (N. Machiavel, 2004, p. 119). Dans cette perspective, la violence n'est pas une pathologie du pouvoir, mais une réponse rationnelle aux conflits inhérents à la nature humaine. Le domaine politique est fondamentalement marqué par la lutte entre les élites et le peuple, et l'usage de la force apparaît comme une condition nécessaire à la stabilité de l'État. Machiavel se dégage ainsi de l'illusion d'une politique pacifiée : le pouvoir ne peut durablement se conserver qu'en maîtrisant la violence sociale. Néanmoins, il associe à la force l'idée de crainte que le prince doit inspirer pour préserver son pouvoir. Il est donc essentiel d'explorer l'un des mécanismes clés de cette gouvernance réaliste : la crainte. Pour Machiavel, la stabilité de l'État dépend moins de l'affection des citoyens que de la capacité du dirigeant à inspirer le respect et, si nécessaire, la peur.

I.2. La crainte comme fondement du pouvoir

À ce stade, Machiavel développe une vision pessimiste de la nature humaine, soutenant que les individus sont naturellement ingrats, changeants et motivés par leurs intérêts. Selon lui, les hommes obéissent davantage à la crainte qu'à l'amour. C'est pourquoi il est crucial pour le prince d'inspirer la crainte afin de préserver son autorité. Il écrit : « Il est beaucoup plus sûr d'être craint que d'être aimé. » (N. Machiavel, 2000, p. 152). Machiavel pose ainsi une question fondamentale : quel est le meilleur moyen pour un prince de garantir son autorité ? Sa réponse est claire : « Les hommes aiment selon leur propre volonté, et ils craignent selon celle du prince ; le prince avisé doit se baser sur ce qui dépend de lui et non sur ce qui dépend des autres. » (N. Machiavel, 2000, p. 153). À ses yeux, il est plus aisé pour les hommes d'abandonner un prince qu'ils affectionnent lorsque leurs intérêts

personnels sont en jeu. De cette façon, l'amour politique apparaît comme fragile, car il repose sur les émotions des autres. En revanche, la crainte repose sur la peur du châtement que le prince inspire, agissant avec constance. Cette conception du pouvoir a eu un impact profond sur de nombreux régimes autoritaires. En Afrique, divers dirigeants postcoloniaux ont exercé leur pouvoir en s'appuyant sur des structures de sécurité robustes, la répression politique et la personnalisation du pouvoir. La violence devient alors un outil de dissuasion visant à prévenir les contestations populaires. Cependant, Machiavel précise que le prince doit éviter de susciter la haine. Cela implique que la crainte doit être maîtrisée et raisonnable. Lorsqu'elle se transforme en terreur gratuite, elle fragilise le pouvoir au lieu de le renforcer, comme cela a été observé dans de nombreux pays africains.

L'analyse de la crainte comme élément fondamental de l'autorité politique selon Machiavel permet de mieux appréhender les différentes formes d'exercice du pouvoir basées sur la coercition. Cette réflexion trouve un écho particulier dans l'histoire politique des États africains postcoloniaux, où la violence a souvent été utilisée comme moyen de renforcer le pouvoir, de contrôler la société et de préserver les régimes en place. Il est donc pertinent d'explorer comment certaines réalités africaines contemporaines illustrent ou remettent en question les enseignements machiavéliens sur la violence politique

I.3. La violence politique dans les États africains postcoloniaux

L'analyse de l'histoire politique de l'Afrique après l'indépendance met en évidence un usage marqué de la violence pour acquérir et maintenir le pouvoir. Un grand nombre d'États ont été le théâtre de coups d'État, de conflits internes et de régimes autoritaires, souvent justifiés par la nécessité de préserver l'ordre public. Des intellectuels comme Achille Mbembe ont indiqué que, dans de nombreux cas, la violence est devenue un

moyen de gouvernance. Dans son ouvrage *De la postcolonie*, Mbembe affirme que le pouvoir postcolonial s'exerce souvent par « l'intimidation, la brutalité et la mise en scène de la force » (A. Mbembe, 2000, p. 128). Cette réalité rappelle les réflexions de Machiavel. En effet, de nombreux gouvernements africains continuent de considérer la coercition comme un outil essentiel pour garantir la stabilité politique.

Dans la même veine que Mbembe, Frantz Fanon avance que la violence engendrée par la colonisation représente le fondement de la violence politique postcoloniale. Dans *Les Damnés de la terre*, il explique que la colonisation repose essentiellement sur la coercition et l'humiliation constante des colonisés. Il déclare : « Le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison. Il est la violence à l'état de nature » (F. Fanon, 2002, p. 61). Cette assertion indique que la violence ne disparaît pas avec l'accession à l'indépendance ; elle perdure à travers les structures étatiques héritées du colonialisme. Néanmoins, cette dynamique engendre un climat de violence politique ainsi que des crises de légitimité profondes. Cette situation souligne la primauté d'un État de force plutôt que d'un État de droit, qui demeure le vœu de toute société moderne.

Au terme de cette première partie, il est évident que Machiavel attribue à la violence un rôle politique majeur, la considérant comme un moyen de garantir la conquête, la consolidation et la durabilité du pouvoir. Toutefois, cette approche instrumentale de la violence soulève de sérieuses questions éthiques et démocratiques. Il est donc pertinent d'explorer les critiques formulées à l'encontre de cette interprétation du pouvoir ainsi que les limites de la violence en tant que mode de gouvernance, selon les perspectives de Karl Popper. Dès lors, quelle importance Karl Popper accorde-t-il à la violence dans l'exercice du pouvoir politique.

II. Karl popper : critique de la violence politique et defense de la societe ouverte.

Il est maintenant opportun d'explorer la vision de Karl Popper. À la différence de Machiavel, Popper élabore une philosophie politique reposant sur la critique du pouvoir absolu, le rejet des idéologies historicistes et la promotion d'un modèle démocratique assurant la liberté ainsi qu'un contrôle sur les gouvernants. Cette réflexion nous amène à examiner d'abord son opposition au pouvoir absolu, ensuite son rejet du déterminisme historique, et enfin sa vision d'une société ouverte comme alternative politique face à la violence et à l'autoritarisme.

II.1. Le refus du pouvoir absolu

La pensée politique de Popper commence par une critique franche de toute forme de pouvoir absolu. Pour lui, le véritable danger en politique ne provient pas tant des erreurs humaines que de la concentration du pouvoir entre les mains de personnes ou d'institutions qui échappent à un contrôle critique. Le pouvoir absolu mène inéluctablement à la violence, car il élimine les mécanismes permettant de corriger pacifiquement les erreurs politiques. Popper reformule ainsi la question politique classique. Plutôt que de se demander « qui doit gouverner ? », il pose la question « comment limiter les dommages causés par de mauvais gouvernants ? ». Plus clairement, cela concerne le passage de l'autoritarisme à la démocratie par le renversement pacifique de gouvernements incompetents. La question devient alors : « Quelles institutions peuvent nous aider à empêcher même des dirigeants incompetents de faire trop de mal ? ». Cette interrogation est au cœur de la philosophie politique de Popper. Elle marque une rupture avec les traditions philosophiques qui cherchent le meilleur régime ou le meilleur dirigeant. Pour Popper, une telle quête est à la fois illusoire et périlleuse, car elle ouvre la voie à la légitimation du pouvoir absolu. La violence se manifeste

précisément lorsque les gouvernants se considèrent comme dépositaires d'une vérité absolue, qu'elle soit morale, historique ou scientifique, les plaçant ainsi au-dessus de toute contestation. Selon lui, « tout pouvoir non contrôlé est un pouvoir qui dégénère ». Ainsi, la violence politique n'est pas un événement accidentel : elle est intrinsèquement liée à l'absence de contrôle institutionnel et critique. Par conséquent, le rejet du pouvoir absolu par Popper entraîne une remise en question des doctrines historiques qui prétendent dévoiler des lois infaillibles régissant l'évolution des sociétés, doctrines qu'il considère comme l'une des principales sources des dérives totalitaires.

II.2. Le rejet du déterminisme historique

La critique du pouvoir violent chez Popper s'approfondit grâce à son analyse de l'historicisme. Ce terme désigne les doctrines qui affirment qu'il est possible de découvrir des lois nécessaires de l'histoire permettant de prédire son évolution future. Popper explique que l'historicisme est une doctrine des sciences sociales qui postule que la prédiction historique est l'objectif principal de ces dernières, et que cet objectif peut être atteint par la découverte de « rythmes », de « modèles », de « lois » ou de « tendances » sous-jacents à l'évolution de l'histoire. Pour lui, ces doctrines servent de fondement idéologique aux régimes totalitaires. L'historicisme est responsable de la violence politique dans la mesure où il transforme l'histoire en un juge suprême. Si l'on considère que le cours de l'histoire suit des lois inéluctables, toute opposition au pouvoir établi peut être interprétée comme une résistance irrationnelle ou criminelle au sens de l'histoire. Popper souligne que « la croyance en une nécessité historique justifie l'élimination de ceux qui entravent sa réalisation ».(K.R. Popper, 1979, p. 402). Selon lui, les totalitarismes du XXe siècle illustrent tragiquement ce mécanisme. Que ce soit le nazisme ou le stalinisme, la violence est présentée comme un moyen légitime au service d'un avenir

prétendument scientifique ou inévitable. Il montre que cette logique trouve ses racines philosophiques chez Platon, Hegel ou Marx, qu'il critique pour avoir subordonné l'individu à une totalité historique ou collective. Ainsi, la violence politique n'est pas simplement un phénomène contingent, mais résulte logiquement d'une conception dogmatique de l'histoire et du pouvoir. Dès lors, Popper exprime son aversion profonde pour la violence. Il déclare : "Je hais la violence". En effet, « l'ensemble de l'œuvre de Karl Popper est traversé par un pacifisme de principe, ce qui explique pourquoi, à ses yeux, l'élimination des violences, qu'elles soient physiques envers les individus ou psychiques vis-à-vis des consciences, constitue la raison d'être fondamentale d'une société libérale ». Popper critique également les philosophies de l'histoire qui prétendent pouvoir prédire l'avenir des sociétés. Dans *Misère de l'historicisme*, il condamne les doctrines qui légitiment la violence révolutionnaire au nom d'un destin historique inéluctable. Il affirme que « l'histoire n'a pas de sens caché que le philosophe pourrait découvrir ». Cette critique s'applique également aux régimes africains qui ont parfois utilisé des idéologies nationalistes, révolutionnaires ou panafricanistes pour justifier la répression politique. Au nom de l'unité nationale ou du progrès historique, certaines élites ont imposé des systèmes de parti unique et restreint les libertés publiques. À l'opposé, Popper plaide en faveur d'une société ouverte reposant sur le pluralisme, la critique et l'alternance démocratique. Ainsi, sa critique du déterminisme historique ouvre la voie à une réflexion constructive sur l'organisation politique idéale, que Popper conceptualise à travers le modèle d'une société ouverte fondée sur la liberté, la critique rationnelle et le contrôle démocratique des institutions.

II.3. La société ouverte comme alternative politique

En réponse à la brutalité du pouvoir et au totalitarisme, Popper avance le concept de la "société ouverte" comme une

alternative politique normative. Ce modèle se caractérise d'abord par la reconnaissance de la faillibilité humaine. Aucune personne, groupe ou idéologie ne peut prétendre posséder la vérité absolue. Cette prise de conscience nécessite une critique constante et favorise le pluralisme. Popper souligne également l'importance institutionnelle de la société ouverte. Plutôt que d'être un idéal moral abstrait, elle se compose de mécanismes politiques concrets conçus pour limiter la violence exercée par le pouvoir : cela implique la séparation des pouvoirs, des élections libres, la liberté d'expression et l'État de droit. Ces dispositifs permettent un changement pacifique de dirigeants sans recourir à la violence. La société ouverte s'appuie aussi sur ce que Popper désigne comme « ingénierie sociale graduelle ». Contrairement aux projets révolutionnaires qui reposent sur des visions globales de l'histoire, cette méthode favorise des réformes limitées, réversibles et évaluable. L'objectif est de minimiser la violence politique en évitant des changements radicaux imposés au nom d'une utopie. Ainsi, la société ouverte n'élimine pas le conflit, mais elle le régule. Elle substitue la violence à une discussion raisonnée et remplace la coercition arbitraire par la justice. Comme le résume Popper : « La société ouverte est celle où les individus peuvent critiquer les institutions sans craindre pour leur vie. » (K.R. Popper, 1945, p. 187). En effet, la tension entre le réalisme politique et l'idéal démocratique est particulièrement manifeste dans les contextes africains contemporains, où se côtoient des États postcoloniaux fragiles, des crises de légitimité, des violences politiques persistantes et des transitions démocratiques incomplètes. Pour Popper, la démocratie ne se limite pas à élire des dirigeants parfaits, mais vise à établir des institutions capables de restreindre les abus de pouvoir. La séparation des pouvoirs, la liberté de la presse et l'indépendance du système judiciaire sont des protections essentielles contre la violence politique.

Cette approche fait écho aux réflexions de Hannah Arendt, qui distingue clairement pouvoir et violence. Dans son ouvrage *Du mensonge à la violence*, elle affirme : « Le pouvoir et la violence sont opposés ; là où l'un domine absolument, l'autre est absent. La violence surgit lorsque le pouvoir est menacé, mais si elle est laissée à elle-même, elle entraîne la disparition du pouvoir. » (H. Arendt, 1972, p.153). En d'autres termes, un pouvoir véritablement légitime n'a pas besoin de recourir constamment à la violence pour se maintenir.. Il est désormais pertinent d'explorer les enjeux contemporains de l'Afrique à travers les prismes de Machiavel et Popper. L'analyse de la pensée poppérienne met en lumière que la lutte contre la violence politique nécessite la construction d'institutions démocratiques capables de restreindre l'arbitraire du pouvoir. Il est donc essentiel d'examiner ces questions à la lumière des réalités africaines actuelles, en croisant les perspectives de Machiavel et de Popper..

III. Regards croisés et enjeux africains contemporains.

Il est convenable à ce stade de notre travail, d'évaluer la pertinence des analyses des deux penseurs dans le contexte africain actuel. Les réalités politiques sur le continent se caractérisent par une oscillation entre les exigences du réalisme politique, souvent justifié par le besoin de stabilité et de sécurité, et les aspirations démocratiques qui reposent sur l'État de droit, la participation des citoyens et le respect des libertés fondamentales. Cette dualité soulève des questions importantes sur les défis institutionnels auxquels les États africains doivent faire face et sur les possibilités d'une gouvernance plus démocratique.

III.1. Entre réalisme politique et idéal démocratique

Machiavel et Popper ne sont pas en opposition radicale, mais ils proposent deux perspectives distinctes sur la politique.

Machiavel se concentre sur les mesures nécessaires à la survie de l'État et à la consolidation du pouvoir, souvent au détriment de considérations morales. À l'inverse, Popper défend la préservation de la liberté politique et la capacité de la société à se corriger, loin des approches autoritaires ou historicistes. Ce dialogue théorique met en lumière la tension qui existe entre le pragmatisme politique et l'idéal démocratique. En effet, le débat entre réalisme politique et idéal démocratique est essentiel pour appréhender les évolutions politiques en Afrique contemporaine. Le réalisme politique se focalise sur une analyse pragmatique des rapports de force et de l'exercice du pouvoir tels qu'ils se présentent, en mettant en avant les contraintes matérielles, stratégiques et sociales qui pèsent sur les acteurs politiques, souvent au détriment des idéaux normatifs. Ce concept, initialement développé dans le domaine des relations internationales par des penseurs comme Hans Morgenthau, considère la politique comme une lutte pour le pouvoir et la sécurité, plutôt que comme une quête d'objectifs idéaux : « la politique est régie par des lois objectives ancrées dans la nature humaine » (H. Morgenthau, 1978, p. 4). Dans le contexte africain, cette approche suggère que les élites politiques privilégient souvent la survie de leur régime, la préservation du pouvoir et la concentration des ressources, plutôt que de promouvoir un ordre démocratique fondé sur la liberté politique et des transitions pacifiques.

Selon certains chercheurs, l'Afrique postcoloniale a vu, dès les premières décennies suivant les indépendances, l'émergence de régimes marqués par une « déficience de légitimité institutionnelle », où les institutions démocratiques ne sont ni socialement ni légitimement ancrées, mais servent plutôt les intérêts de l'ordre politique en place. De ce fait, en l'absence de procédures d'exercice du pouvoir bien établies et acceptées, le système reste structurellement vulnérable aux crises politiques. En revanche, l'idéal démocratique s'efforce de garantir des

libertés fondamentales, une participation politique accessible, une concurrence équitable pour l'accès au pouvoir ainsi que des mécanismes institutionnels de contrôle et de responsabilité, considérés par certains comme des critères essentiels de la démocratie moderne. Ainsi, la démocratie est perçue non seulement comme un système électoral, mais comme un cadre visant à promouvoir la dignité humaine, l'égalité politique et la primauté du droit. Dans le contexte africain actuel, ce contraste est souvent cité pour expliquer la tension entre des pratiques politiques dominées par des dynamiques de pouvoir pragmatiques, parfois autoritaires, et des aspirations populaires à des normes démocratiques universelles, telles que la participation réelle, les transitions pacifiques et les libertés publiques. Un débat récent souligne que l'usage de l'expression « démocratie à l'africaine » peut être contestée.

Des penseurs tels que Samba Diakité, Ousmane Ndiaye et Abou Karamoko soutiennent que les valeurs démocratiques ne sont ni exclusivement occidentales ni africaines, mais qu'elles sont universelles, et que leur relativisation a parfois été employée pour justifier des régimes autoritaires. Finalement, le conflit entre le réalisme politique et l'idéal démocratique se manifeste dans les stratégies adoptées par divers acteurs africains. Certains gouvernements optent pour des logiques de survie politique, telles que le contrôle sécuritaire et le maintien de l'ordre par la force, tandis que des mouvements citoyens et des organisations de la société civile insistent sur l'importance des libertés politiques et de la justice sociale. Ainsi, le recours à la violence d'État engendre souvent une instabilité politique et soulève des questions sur la légitimité du pouvoir en Afrique. En effet, les États africains, héritiers de la colonisation, ont souvent été confrontés à des difficultés structurelles telles que la faiblesse des institutions, les divisions ethniques, la pauvreté et la dépendance économique. Ces fragilités ont favorisé la montée de régimes autoritaires basés sur la coercition. Jean-François Bayart évoque à ce sujet la

« politique du ventre » pour désigner les logiques clientélistes et patrimoniales présentes dans certains régimes africains (F. Bayart, 1989, p. 95). Dans ce contexte, la violence est souvent perçue comme un moyen de préserver des intérêts économiques et politiques.

Il est possible de souligner que l'histoire politique récente de l'Afrique met en lumière une relation souvent tumultueuse entre le réalisme politique, qui met l'accent sur l'efficacité et le maintien du pouvoir, et l'idéal démocratique, fondé sur la légitimité populaire et le respect des règles constitutionnelles. Cette tension révèle les faiblesses des systèmes politiques africains et invite à réfléchir sur les défis structurels qui entravent l'établissement durable de la démocratie sur le continent.

III.2. La faiblesse des institutions politiques : personnalisation du pouvoir et crise de l'État

. l'un des principaux obstacles à la consolidation de la démocratie en Afrique est la faiblesse des institutions politiques. Dans de nombreux pays africains, le pouvoir est souvent très personnalisé, ce qui implique que les décisions publiques relèvent davantage des caprices des dirigeants que du respect des normes constitutionnelles et institutionnelles. Cette situation peut être éclairée par les réflexions de Nicolas Machiavel. Dans *Le Prince*, il affirme que le dirigeant doit savoir utiliser les outils du pouvoir pour garantir la stabilité de l'État. Selon lui, des qualités telles que la ruse, la force et l'adaptabilité sont indispensables chez un dirigeant. Son principe célèbre selon lequel le prince doit savoir « agir en bête et en homme » souligne l'importance de l'autorité personnelle du gouvernant. Toutefois, dans plusieurs nations africaines, cette personnalisation du pouvoir a souvent conduit à un affaiblissement des institutions. Les modifications constitutionnelles visant à prolonger les mandats présidentiels, la soumission du pouvoir judiciaire et les crises liées aux alternances politiques illustrent cette fragilité. À ce propos, Jean-François

Bayart mentionne la « politique du ventre », qui se caractérise par l'appropriation des ressources publiques au bénéfice de réseaux clientélistes.

À l'inverse, Karl Popper soutient que la stabilité politique ne repose pas sur les compétences exceptionnelles des dirigeants, mais sur la solidité des institutions démocratiques. Pour lui, la question essentielle en politique n'est pas : « Qui doit gouverner ? », mais plutôt : « Comment empêcher les gouvernants d'abuser de leur pouvoir ? ». Cette réflexion met en lumière l'importance de la séparation des pouvoirs, des contre-pouvoirs et du respect de l'État de droit. Dans le contexte africain, la faiblesse des institutions favorise les coups d'État, les contestations électorales et les crises de succession politique. Achille Mbembe indique que l'État postcolonial est fréquemment marqué par des dynamiques de domination héritées de la période coloniale. L'institution étatique apparaît alors davantage comme un outil de contrôle que comme un cadre pour l'exercice de la citoyenneté. Comme l'indique Francis Akindès, « la violence politique détruit progressivement la confiance entre l'État et les citoyens ». Samuel Huntington ajoute que l'armée intervient généralement lorsque les institutions civiles perdent leur capacité à maintenir l'ordre : « le prétorianisme naît lorsque les institutions politiques sont faibles et incapables de réguler la compétition sociale ». Cette réalité est illustrée par la répétition des coups d'État militaires depuis les indépendances. Du Ghana de Kwame Nkrumah, renversé en 1966, aux récentes transitions militaires au Mali, au Burkina Faso, en Guinée ou au Niger, les interventions militaires sont souvent justifiées par la lutte contre la corruption ou par la nécessité de restaurer l'ordre. Cependant, ces actions débouchent fréquemment sur une confiscation durable du pouvoir. Comme l'indique Francis Akindès, la violence politique érode progressivement la confiance entre l'État et les citoyens. Parallèlement, Samuel P. Huntington rappelle que le prétorianisme

émerge lorsque les institutions civiles sont incapables de gérer les conflits sociaux et politiques.

De la sorte, la confrontation des analyses de Machiavel et de Popper démontre que la stabilité politique à long terme ne peut se fonder uniquement sur l'autorité d'un dirigeant ou sur la force militaire. Elle nécessite avant tout des institutions solides, autonomes et légitimes, capables d'assurer l'équilibre des pouvoirs, le respect des règles démocratiques et la participation active des citoyens. Dès lors, la refondation démocratique de l'État africain apparaît comme une condition essentielle pour l'établissement durable de la paix, de l'État de droit et de la souveraineté populaire.

III.3. Pour une refondation démocratique de l'État africain

La pensée de Popper ouvre la voie à une alternative démocratique qui repose sur le renforcement des institutions démocratiques et la promotion d'un débat critique. Une stabilité politique durable ne peut être fondée uniquement sur la peur ou la contrainte. La consolidation de la démocratie en Afrique nécessite le respect de l'État de droit, l'indépendance de la justice, la limitation du pouvoir par la constitution, la promotion d'une culture politique pluraliste, la lutte contre l'impunité, la professionnalisation des forces armées, la lutte contre la corruption et l'amélioration des conditions de vie des populations. Une gouvernance qui respecte les droits fondamentaux et encourage la participation citoyenne est essentielle pour garantir cette stabilité politique. Dans ce cadre, plusieurs penseurs africains soulignent l'importance de réinventer l'État africain en tenant compte des réalités locales. Joseph Ki-Zerbo déclare ainsi : « On ne développe pas, on se développe » (J. Ki-Zerbo, 2003, p. 71). Cette assertion signifie que la démocratie en Afrique doit être façonnée par les Africains eux-mêmes, à travers des institutions qui correspondent à leurs spécificités historiques et culturelles. La refondation démocratique de l'État africain

implique de renforcer les institutions, d'encourager la culture citoyenne et de promouvoir une gouvernance caractérisée par la transparence, la responsabilité et l'alternance politique. Une telle approche vise à transcender les dynamiques de domination personnelle pour établir un ordre politique capable d'allier efficacité gouvernementale, justice sociale et participation démocratique. Ainsi, la réflexion se dirige vers les conditions nécessaires à la création d'États africains véritablement démocratiques et résilients face aux enjeux actuels.

Conclusion

L'examen comparatif des idées de Machiavel et de Popper révèle la relation complexe entre la violence et le pouvoir dans les sociétés africaines contemporaines. Si Machiavel met en avant la violence comme un outil stratégique pour préserver le pouvoir et maintenir l'ordre politique, Popper attire l'attention sur les dangers liés à une concentration excessive du pouvoir et plaide pour l'existence d'institutions démocratiques susceptibles d'en limiter les abus. L'expérience politique de nombreux pays africains postcoloniaux illustre cette tension constante entre la quête de stabilité et l'exigence de liberté démocratique. Bien que le recours à la violence puisse sembler, à court terme, un moyen efficace de préserver l'autorité de l'État, il a tendance, à long terme, à saper sa légitimité, à engendrer des contestations et à alimenter des crises politiques. Ainsi, une stabilité durable ne peut se fonder sur la crainte, mais sur l'adhésion des citoyens à des institutions équitables, transparentes et respectueuses de l'État de droit. Les réflexions de Machiavel, Popper, ainsi que celles d'Achille Mbembe, Hannah Arendt et Frantz Fanon, convergent vers une exigence commune : bâtir un ordre politique fondé sur la légitimité populaire, le contrôle des dirigeants et l'engagement citoyen. En somme, les réflexions de Machiavel et de Popper incitent à reconsidérer les bases de la gouvernance actuelle en Afrique. En

effet, le principal défi auquel font face les États africains aujourd'hui est de transcender les systèmes de domination reposant sur la violence afin de mettre en place des institutions capables d'assurer une stabilité politique tout en préservant les principes de la démocratie libérale. L'avenir des démocraties africaines dépendra de leur capacité à renforcer les institutions démocratiques, à prévenir les abus de pouvoir et à promouvoir une culture politique fondée sur le dialogue, l'esprit critique et la responsabilité citoyenne. La consolidation de l'État de droit apparaît ainsi comme une condition essentielle pour garantir une paix politique durable et favoriser un développement démocratique authentique sur le continent africain. Cependant une question fondamentale demeure : l'Afrique sera-t-elle en mesure de mettre en place des institutions suffisamment fortes, légitimes et inclusives pour maîtriser durablement la violence politique et transformer le pouvoir en un véritable levier de démocratisation, de justice sociale et de progrès humain ?

Références bibliographiques

AKINDES Francis, 2004, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA.

ARENDT Hannah, 1972, *Du mensonge à la violence*, Paris, Calmann-Lévy.

BAYART François, 1989. *L'État en Afrique*, Paris, Fayard.

BAYART Jean-François, « Hégémonie et coercition en Afrique subsaharienne : la politique de la chicotte », *Politique africaine*, n°110/2008, pp. 123-152.

DIAKITE Samba, 2014, *Politiques africaines et identités. Des liaisons dangereuses*, Québec, Différance Pérenne.

FANON Frantz, 2002, *Les Damnés de la terre*, Paris, La Découverte.

HUNTINGTON Samuel, 1968, *Political order in changing societies*, New Haven, Yale University Press.

KARAMOKO Abou, 2021, *Etat africain, violence et théorie critique*, Paris, L'Harmattan.

KI-ZERBO Joseph, 2003, *À quand l'Afrique ?*, Paris, Éditions de l'Aube.

MACHIABEL Nicolas, 2000, *Le Prince*, Paris, PUF.

MACHIABEL Nicolas, 1992, *Le Prince*, Paris, GF

MORGENTHAU Hans, 1978, *Politics among Nations : The struggle for power and peace*, New York, Alfred A. Knopf.

POPPER Karl.Raimund, 1979, *La société ouverte et ses ennemis*, Paris, Seuil

POPPER Karl.Raimund, 1956, *Misère de l'historicisme*, Paris, Plon.

POPPER Karl.Raimund, 1998, *Toute vie est résolution de problème*, tome 2, Paris, Actes du Sud.

MBEMBE Achille, 2000, *De la postcolonie*, Paris, Karthala.